

## Chapitre 1

### « C'est la faute de la mondialisation »

Selon un sondage Globalscan réalisé en 2006, la mondialisation constitue une menace pour 72 % des Français. Or il n'est pas toujours simple pour un économiste de comprendre pourquoi ce terme a acquis une connotation aussi péjorative. Comment peut-on se déclarer « antimondialiste » ? L'insertion dans la mondialisation, c'est-à-dire dans le commerce international, est la meilleure chance de développement des pays pauvres. Importer des biens d'équipement, exporter des biens de consommation, attirer les investissements étrangers pour bénéficier de transferts de technologie : voilà des recettes simples mais éprouvées qui ont permis, hier au Japon et à l'Asie du Sud-Est, aujourd'hui à la Chine, à l'Inde ou au Brésil, de monter dans le train du développement...

Pour saisir la mutation qui se déroule sous nos yeux, un court rappel historique s'impose. Le début des années quatre-vingt-dix ne correspond pas seulement au passage des pays du bloc de l'Est à l'économie de marché. C'est également, en Chine, l'appel de Deng Xiaoping pour davantage de liberté économique (en 1992), mais aussi l'ouverture de l'économie indienne, la rupture avec le « socialisme à l'indienne » de Nehru. En quelques années, presque la moitié de l'humanité a rejoint l'économie de marché !

Plus récemment, en particulier sous l'égide et grâce aux conseils plus avisés qu'on ne le dit parfois du FMI, des pays comme le Brésil ou, moins loin de nous, la Turquie ont confirmé leur choix d'entrer de plain-pied dans l'économie de marché et dans la mondialisation. Quel fut le résultat ? Tous ces pays se sont engagés dans une phase accélérée de développement, et de véritables classes moyennes sont apparues. Est-ce une menace pour nous ou une opportunité ? Les deux bien sûr, mais surtout une opportunité.

### **« Les entreprises iront toujours produire à l'endroit où les salaires sont les plus bas »**

Peu de termes sont plus anxiogènes que celui de *délocalisation*, qui traduit le déménagement d'une unité de production de la France vers l'étranger, afin de réimporter dans l'Hexagone les produits confectionnés hors de ses frontières. En septembre 2004, *la Tribune* révélait que la lutte contre les délocalisations constituait pour les Français la priorité du gouvernement, devant l'amélioration du pouvoir d'achat et les baisses d'impôts. En 2005, Laurent Fabius justifiait son virage à gauche et appelait à voter « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen en brandissant la menace des délocalisations dans les pays de l'Est. Durant la campagne présidentielle de 2007, plusieurs candidats ont fait de la lutte contre les délocalisations un *leitmotiv*.

### **Bruits de couloir**

Ces craintes sont compréhensibles, car certains chiffres donnent le vertige. Les coûts salariaux dans l'industrie chinoise sont environ 30 fois moins élevés que ceux des pays les plus développés (dont la France). Les ouvriers chinois sont peu payés, car ils sont très nombreux et se recrutent à foison. Théoriquement, l'ensemble de la population chinoise qui vit

dans les campagnes pourrait être employée dans les villes côtières soumises à une croissance ultrarapide, comme Shanghai ou Canton. Cette main-d'œuvre abondante, presque illimitée, tire les salaires vers le bas. Plus précisément, on estime que 20 millions de travailleurs chinois venus des campagnes rejoignent ainsi l'économie de marché chaque année ! À deux heures de vol de Pékin, l'agglomération de Chongqing, qui compte 31 millions d'habitants, en gagne 500 000 nouveaux par an. Le résultat de ces « migrations » est que les entreprises chinoises sont capables de produire des biens manufacturés avec des prix de revient extrêmement bas, ce qui profite largement aux consommateurs occidentaux. Depuis 2000, les prix de détail des jeux et des jouets que nous offrons à nos enfants ont reculé de 8 %. Ceux de l'électroménager ou de l'électronique de loisir sont aussi en baisse, ce qui accroît notre pouvoir d'achat. Cette hausse est donc en grande partie due à l'exploitation des campagnes chinoises par les villes côtières.

À ceux qui critiquent d'instinct la mondialisation, j'ai souvent envie de demander s'ils s'interdisent par pure éthique personnelle d'acheter des produits *made in China*. Ce sont les moins riches d'entre nous qui bénéficient de la mondialisation. En effet, plus un ménage dispose d'un revenu élevé, plus dans sa consommation la part de produits manufacturés (ceux dont le prix recule grâce à la mondialisation) baisse. Inversement, plus un ménage est pauvre, plus il achète de produits manufacturés. Ainsi, la mondialisation profite le plus aux consommateurs qui ont le moins de moyens.